



# Comité Technique Local (Aude)

13 janvier 2022  
DECLARATION

Monsieur le Président,

**Comme chaque année, en janvier** les agents des finances ont la joie d'apprendre les suppressions de leurs emplois avec un premier Comité Technique Local (CTL) pour les présenter et ainsi bien commencer la nouvelle année.

Cette année ce sera 4 suppressions d'emploi nettes contre 9 l'année dernière. **Pourquoi 9 l'année dernière et 4 cette année et 4 l'année précédente et 17 celle d'avant ?** On ne sait pas, c'est cela le pouvoir des princes. Mais peut-être en saurons nous plus à l'issue de vos convocations.

**Vous avez, paraît-il, achevé le NRP** dans l'Aude et vous avez émis le vœu qu'il n'y ait plus de restructurations jusqu'en 2026 comme cela a été dit par le DG... par hasard, n'y aura-t-il également plus de suppressions d'emplois jusqu'en 2026 ?

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois de l'État, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en termes de suppressions d'emplois...

**Soit 21906 ETP (équivalents temps plein) depuis l'année 2012 et près de 30000 en 15 ans !!**

Ainsi les gouvernements peuvent sans doute, par exemple, créer des emplois nets **dans l'armée, dans la police, la gendarmerie comme au budget 2022** de ce gouvernement.

**Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions** par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. **Mais non satisfait d'en abuser, vous nous « remerciez »** en détériorant nos conditions de travail, en détruisant nos droits et garanties, en restreignant nos droits à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en bloquant les salaires, en diminuant les promotions, et ce malgré le recul insuffisant que les grévistes et ceux qui résistent vous ont imposé cet automne avec la signature d'un accord sur qq primes, abondement de promotion et enveloppe pour le cadre de vie au travail.

**Comme l'année dernière donc, vous supprimez des emplois alors que les charges augmentent :**

nouveaux dispositifs comme le PAS (avec de nouveaux problèmes y compris dans les avis non résolus), nouvelles désorganisations (faites par exemple le calcul ETP des heures perdues en réunion pour l'antenne SIE de Limoux), nouvelles listes à traiter, nouveaux outils et nouvelles missions nationales comme le support des SIP aux CDC, population, nombre de foyers fiscaux, personnes en difficulté, coups de téléphones, courriers, mails, etc.

**Pas un service où ce ne soit la course.** Des services sont coulés, ne répondent plus au téléphone.

**Rien n'y fait, le couperet est donc tombé pour 2022, vous avez fait tourner votre « moulinette »**

selon vos anciennes expressions de direction, et c'est 4 suppressions d'emploi nettes, et à ce titre nous vous demandons de nous commenter les 2 réallocations d'emplois supplémentaires -1C et -1B :

**le détail :** -1C en direction ; -1B à l'EDR ; -1B au SPFE Carca ; -1B à la Trésorerie Hospitalière de Carca ; -1B au PCRП résidence Carca ; +1 IP...

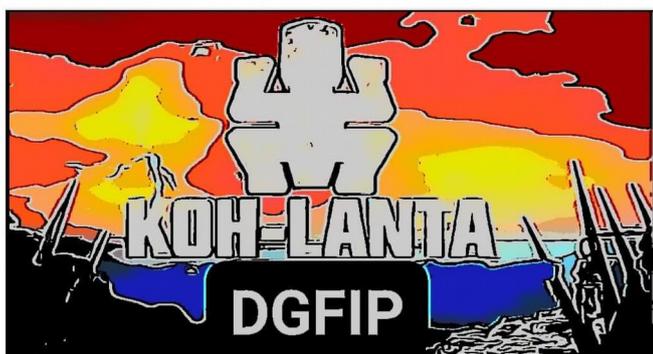
Il y a également tous les redéploiements internes que vous pouvez retrouver sur notre site local.

**Notre contribution proportionnelle audoise** (c'est le nom officiel) au dogme des suppressions d'emploi est de 10,4 (donc sans justification) et vous fléchez encore des correctifs de charges de moins 2 pour les missions foncières, qu'est-ce que cela veut dire ? De prochaines suppressions d'emploi ou des économies d'échelles calculées grâce au SDIF ? Est-ce le SDIF qui vous permet de flécher 2 suppressions au titre des missions foncières et déjà 2 l'année dernière soit 4 en deux ans ? Et nous avons moins 1,2 de correctif environnemental sur la fiscalité des professionnels, qu'est-ce donc ?

**Personne n'est oublié par cette moulinette surtout, si on rajoute ceux de l'année dernière :** -3C, -2B, -1A, -1Géo, -1divHC, -1divCN :

5 suppressions au CDC, 1 Géo PTGC Carca, 1 A PCE, 1 idiv Spf Narbonne, 1 idiv Carca SIP. **Année encore précédente** : 4 suppressions d'emploi : Direction, EDR, PCE, SIE Narbonne. **Année précédente** : SIP, SIE Carca et Limoux, PTGC, Trésoreries (locales, Pairie, agglo), .... **Année précédente** : SIP, SIE, PTGC, Trésoreries (locales, Pairie, agglo), Direction .... **Année précédente** : SIP, SIE, SPF, PCEV, PCR, Trésoreries, EDR, Direction, service commun.

**Le tout avec du matériel d'un autre âge**, des applications des années 70, des indisponibilités ou ralentissements applicatifs désormais hebdomadaires, cela est une nouvelle avancée très concrète, l'obligation d'ouvrir à la fois sous internet et sous Mozilla les applicatifs métiers, des sommets de débilité, des téléphones qui tombent en rade (à ce sujet **nous vous demandons de nous faire un point sur le téléphone sur tous les sites** notamment à Carcassonne puisque les remontées sont toujours que le 44 44 ne répond pas), des chefs de service qui essaient de réorganiser, réaffecter sans cesse les tâches et les moyens humains pour trouver des solutions illusoire ou finalement qui renoncent, des chefs de service ou adjoints qui durcissent et dérapent sur les droits des agents, n'arrivent pas à organiser le travail en surplus tandis que le télétravail s'est généralisé...



**Nous vous faisons donc la contre-proposition déjà faite cet automne, et qui est simple et facile à mettre en œuvre : premièrement**, refuser de choisir les suppressions d'emploi, faites remonter que suite au CTL il n'est pas possible de choisir des services où supprimer, envoyez un courrier en ce sens à la DG à la suite de ce CTL emploi ; **deuxièmement**, si le DG n'accepte pas, **dites-lui qu'à la place, si le DG ou le ministre refusent toujours zéro suppression, vous proposez la suppression d'un poste d'administrateur : on vous laisse le choix du poste d'administrateur à supprimer, nous pouvons en discuter.** Ainsi du point de vue du dogme des économies budgétaires, que nous contestons, mais chères au DG, au gouvernement, le poste d'administrateur équivaut à environ 5 postes d'agents de l'Aude supprimés nationalement.

**Enfin nous constatons encore et toujours le niveau de désorganisation et de bureaucratie de notre direction générale et jusque dans notre quotidien bien sûr** : nous ne détaillerons pas l'épisode de l'antenne SIE de Limoux dont les agents se retrouvent dès leurs premiers jours sans aucune application ! Même antenne pour laquelle un courrier d'info est envoyé aux entreprises pour leur dire de désormais faire le 44 44, qu'ils dépendent de Carca, sans même préciser l'accueil de Limoux ! Et finalement un deuxième envoi de ce courrier pour toutes les entreprises pq le RIB noté n'était pas le bon ! La nullité à l'état pur ; quand on veut massifier les tâches, encore faut-il être capable d'organisation ! Et ce même courrier envoyé à tous les NIC d'une entreprise donc avec des masses de courrier non distribué ! De quoi démotiver tout le monde en réalité !

**Et ce n'est pas de la responsabilité d'un homme seul** mais bien de tout un système de subordination, qui empêche ceux qui travaillent et qui savent de décider, et qui est la cause de tous les problèmes.

**Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques et dégradations de nos vies, la mobilisation ! Cela dépend de nous ! Le 27 janvier une journée d'action et de grève nationale est proposée pour l'emploi et les salaires.**

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

**N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 ;**

Mél : [cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr);

**Site de la section de l'Aude:**  
<https://11.cgtfinancespubliques.fr/>